

Unité Départementale de la Somme  
Équipe 2  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 15/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE**

15 rue de la croix de pierre  
Zone industrielle Nord  
80000 Amiens

Références : 2024-E20084  
Code AIOT : 0005101897

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE implanté 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE
- 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE exploite les installations ci-dessous :

- une installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes... (capacité de 95 000 t/an soit 258 t/jour),
- une installation de traitement de déchets non dangereux (déconditionnement de biodéchets 77 t/j et production de combustibles solides de récupération 100 t/j),
- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes,
- une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux,
- une installation de combustion d'une puissance thermique nominale de 12,25 MW.

Les installations sont notamment encadrées réglementairement par les actes administratifs suivants :

- arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté préfectoral du 20 février 2017 complété par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 ;
- arrêtés préfectoraux des 1er octobre 1996, 26 février 2009, 18 février 2011 et 28 juillet 2023.

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- récolement du BREF IED WT (traitement des déchets)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information	Proposition de délais
6	MTD Traitement biologique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3	Sans objet	2 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )	Sans objet
3	MTD Générique Uniquement si torchère sur site	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.1	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	Sans objet
5	MTD Traitement	Arrêté Ministériel du 17/12/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	biologique	article III Annexe 3.3	
7	MTD Traitement biologique – METHANISATION	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats de la visite d'inspection et des échanges qui s'en sont suivis, il est relevé une non-conformité susceptible de suites relative au V "Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets" pour les effluents gazeux et les effluents aqueux (eaux résiduaires) de l'annexe 3.3 "Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique".

L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois pour justifier qu'il respecte la périodicité semestrielle pour les effluents gazeux et la conformité des valeurs limites d'émissions pour les effluents gazeux et aqueux (eaux résiduaires).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : MTD Générique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : <ol style="list-style-type: none"> <li>Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</li> <li>Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</li> </ol> </li> <li>Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> <li>Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;</li> <li>Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;</li> <li>Les données relatives à la biodégradabilité ;</li> </ol> </li> <li>Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> <li>Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</li> <li>Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;</li> <li>L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;</li> <li>La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.</li> </ol> </li> </ol>

**Constats :**

L'exploitant a présenté en séance son analyse environnementale (version J du 30/10/203).

La prescription 1a et 1b sont respectées car des schémas et des descriptions des techniques sont présents dans l'analyse environnementale.

Pour les prescriptions 2a, 2b et 2c, l'exploitant justifie sa conformité via son autosurveillance. Ces rejets aqueux sont des eaux résiduelles et pluviales compte tenu de son process. Dans son process, l'exploitant a montré qu'il suit les données relatives au rapport DBO/DCO, à l'azote, au phosphore et aux métaux.

Pour les prescriptions 3a et 3b, l'exploitant justifie via son autosurveillance. Ces rejets atmosphériques sont ceux des 9 conduits de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2023.

Dans son analyse environnementale, l'exploitant précise que le risque incendie concerne l'ensemble des déchets présents et des frottements des pièces mécaniques dans la chaîne de tri. Il estime que la production de biogaz issue des déchets et l'usage de bouteilles de gaz génèrent sur le site des zones à atmosphère explosive.

Il mentionne dans son analyse environnementale, les produits chimiques utilisés dans son process sont sur rétention. L'acide sulfurique a été constaté sur rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : MTD Générique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )

**Thème(s) :** Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants

**Prescription contrôlée :**

Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :

- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;
- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;
- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;
- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;
- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.

**Constats :**

Le site dispose d'un portique de détection de radioactivité. Les déchets arrivants au sein des ateliers « ordures ménagères » et « biodéchets » font l'objet d'un contrôle visuel. Des cribles rotatifs de type Trommel, des courants de Foucault et une déconditionneuse permettent une séparation mécanique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : MTD Générique Uniquement si torchère sur site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Limitation de l'usage et conception des torchères

**Prescription contrôlée :**

<p>L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières, et l'exploitant applique toutes les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ;</li> <li>- la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ;</li> <li>- l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés ;</li> <li>- les unités de mise à la torche autorisées ou remplacées après le 17 août 2018 prévoient un système de récupération des gaz d'une capacité suffisante et utilisent des soupapes de sûreté à haute intégrité.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé et justifié qu'il suit la qualité du biogaz torché. Il évoque que le débitmètre de la torchère permet de vérifier la durée et le nombre de torchage. Il dispose de tableau d'exploitation, réalise des supervisions et le reporting.</p> <p>La torchère a été mise en service depuis 2016 ainsi elle n'est pas concernée par le dernier tiret de la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : MTD Générique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Optimisation de la consommation d'eau</li> <li>b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites</li> <li>c) Séparation des flux d'eaux</li> <li>d) Remise en circulation de l'eau</li> <li>e) Surface imperméable</li> <li>f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs</li> <li>g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets</li> <li>h) Infrastructure de drainage appropriée</li> <li>i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que la consommation d'eau est optimisée via l'eau osmosée traitée dans la station et qui est réutilisée sur le site.</p> <p>Un cahier de maintenance permet de suivre la conception et la maintenance permettant la</p>

<p>détection et la réparation des fuites.</p> <p>L'exploitant précise que le site dispose d'un réseau distinct pour les eaux pluviales et pour les eaux résiduaires. Ces dernières sont traitées vers la station d'épuration de la zone industrielle Nord d'Amiens.</p> <p>Les sols des aires et des locaux de réception, manutention, stockage, traitement et expéditions des déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont étanches et sont sur rétention à l'échelle du site.</p> <p>Les cuves de stockage de déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont en double peau et disposent de sondes de niveaux.</p> <p>Les zones de stockage (fosses) et de traitement des déchets sont couvertes. Les déchets verts entreposés en attente de traitement sur une superficie supérieure de 100 m<sup>2</sup> sont non couverts.</p> <p>L'exploitant respecte les h et i de la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : MTD Traitement biologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions atmosphériques canalisées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une ou plusieurs des techniques suivantes : adsorption, biofiltre si nécessaire combiné à un prétraitement de l'effluent gazeux, filtre en tissu, oxydation thermique, épuration par voie humide en combinaison avec un biofiltre, une oxydation thermique ou une adsorption sur charbon actif.</p> <p>Un filtre en tissu est appliqué en cas de traitement mécano-biologique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre trois biofiltres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un laveur acide puis un biofiltre,</li> <li>- deux biofiltres,</li> <li>- un dépoussiéreur et de l'adsorption sur charbon actif.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : MTD Traitement biologique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement biologique

### Prescription contrôlée :

Effluents aqueux :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Traitement	Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2)
Traitement biologique des déchets y compris traitement mécano-biologique	Azote total (N total)	25 mg/L (5) (6) (8)	Mensuelle (3)
	Phosphore total (P total)	2 mg/L (8)	Mensuelle (3)
Traitement mécano-biologique des déchets	Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)	As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L	Mensuelle (7)
	Mercure (Hg) (4)	5 µg/L	Mensuelle (7)

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) Les valeurs limites et la surveillance ne sont applicables que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

(5) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C).

(6) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées en chlorures (supérieures à 10 g/L dans les déchets entrants).

(7) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(8) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

### Arrêté préfectoral complémentaire du 28/07/2023

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Conduit n°1 (chaudière)			Conduit n°2 et n°3 (cogénération moteurs 1 et 2)			Conduit n°4 (torchère)		
	Concentration (mg/Nm3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)	Concentration (mg/Nm3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)	Concentration (mg/Nm3)	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
O <sub>2</sub>	3%						11%		
Poussières	5	80	346	150	1759	15411	-	-	-
Oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> ) (exprimés en NO <sub>2</sub> )	300	5600	24200	190	6157	53937	525	5565	1224
Oxydes de soufre (exprimés en SO <sub>2</sub> )	200	12800	74300	10	117	1027	400	4240	933
CO	100	1600	7008	50	2932	25684	150	1590	350
COVT	50	800	3460	250	586	5137	50		
Hcl et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en Hcl)	-	-	-	-	-	-	3	32	70
Fluor et composés fluorés (exprimés en HF)	-	-	-	-	-	-	2	21	5



Paramètre	Conduit n°5 (air ambiant de l'UT10, UT20, UT30, UT60) bio-filtre 1			Conduit n°6 (air ambiant de l'UT10) laveur acide puis biofiltre 2			Conduit n°7 (fosse des déchets) laveur de gaz		
	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	20	1450	11600	20	3250	28470	20	2500	21900
Sulfure d'hydrogène (H <sub>2</sub> S)	5	145	1160	5	325	2847	5	250	2190
Poussières	5	245	2146,2	5	245	2146,2	5	245	2146,2
COVT	40	1960	17169,6	40	1960	17169,6	40	1960	17169,6

Paramètres	Conduit n°8 (air ambiant atelier CSR) dépoussiéreur			Conduit n°9 (air ambiant ligne biodéchets) biofiltre 3		
	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
Poussières	3	147,3	1290	5	135	1183
COVT	30	1473	12900	40	1080	9460
H <sub>2</sub> S	-	-	-	1	27	237
NH <sub>3</sub>	-	-	-	5	135	1183
HCl	-	-	-	-	-	-

**« ARTICLE 4.3.9.1 REJETS DANS LE MILIEU NATUREL OU DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1

Ces eaux sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, dont la convention de déversement entre IDEX Environnement Picardie et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens. Les concentrations maximales sont les suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	400 mg/l
DBO5	800 mg/l
DCO	1 200 mg/l
COT	400 mg/l
Azote total (N total)	75 mg/l
Métaux totaux	1 mg/l
Indice hydrocarbure	10 mg/l
Phosphore total (P total)	2 mg/l
Arsenic (As)	0,05 mg/l

Cadmium (Cd)	0,05 mg/l
Chrome (Cr)	0,15 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l
Nickel (Ni)	0,5 mg/l
Plomb (Pb)	0,1 mg/l
Zinc (Zn)	1 mg/l
Mercure (Hg)	5 µg/l

<i>Cadmium (Cd)</i>	<i>0,05 mg/l</i>
<i>Chrome (Cr)</i>	<i>0,15 mg/l</i>
<i>Cuivre (Cu)</i>	<i>0,5 mg/l</i>
<i>Nickel (Ni)</i>	<i>0,5 mg/l</i>
<i>Plomb (Pb)</i>	<i>0,1 mg/l</i>
<i>Zinc (Zn)</i>	<i>1 mg/l</i>
<i>Mercure (Hg)</i>	<i>5 µg/l</i>

### **Constats :**

L'exploitant a présenté son dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques en date du 14 novembre 2022.

Les résultats sont non-conformes pour les moteurs cogénération 1 et 2 et la torchère.

Les biofiltres 1, 3, la chaudière C5 et le laveur sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2017. Ce rapport ne prend pas en compte les valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. En outre, les valeurs limites d'émission de certains paramètres de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 août 2021 ont été modifiés par arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2023.

L'exploitant a fourni un devis signé en date du 9 novembre 2023 pour afin de réaliser la fréquence semestrielle de surveillance des rejets.

En outre, le laboratoire mandaté par la DREAL pour réaliser un contrôle inopiné air a transmis le 31 octobre 2023 un rapport à l'inspection des installations classées. Les non-conformités relevées sont :

- pour la chaudière les paramètres, poussières et SOx;
- pour le moteur n°1 de la cogénération les paramètres NO2, CO et SOx;
- pour le moteur n°2 de la cogénération les paramètres NO2, CO et SOx.

L'exploitant a présenté ses derniers rapports de rejets d'eaux résiduaires (octobre 2023, septembre 2023 et août 2023). Certains des paramètres sont comparés vis-à-vis de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 août 2021.

Les paramètres ci-dessous sont non conformes vis-à-vis de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2023 :

- Azote (octobre 2023, 78 mg/l au lieu de 75mg/l);
- Phosphore (septembre 2023, 3,2 mg/l au lieu de 2mg/l);
- DCO (août 2023, 1 330 mg/l au lieu de 1 200 mg/l);
- Métaux totaux (août 2023 4,827 mg/l au lieu de 1 mg/l);
- Couleur (août 2023 : 1 122 mg Pt/l et octobre 2023 :105 mg Pt/l au lieu de 100 mg Pt/l.

<b>Demande à formuler à l'exploitant :</b> L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection des installations les résultats semestriels des rejets gazeux et la conformité des valeurs limites d'émissions pour les effluents gazeux et aqueux (eaux résiduelles) sur les prochaines campagnes d'autosurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : MTD Traitement biologique – MÉTHANISATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.</p> <p>« Le système de surveillance inclut des dispositifs pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« - garantir le fonctionnement stable du digesteur ;</li> <li>« - réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ;</li> <li>« - prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.</li> </ul> <p>« Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;</li> <li>« - mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;</li> <li>« - le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ;</li> <li>« - la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ;</li> <li>« - la quantité, la composition et la pression du biogaz ;</li> <li>« - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.</li> </ul> <p>« Pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse, le système de surveillance inclut également la surveillance en continu de la température et de la pression au sein de la cuve de stockage du percolat. ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'exploitant respecte cette prescription via la supervision de chaque synoptique des lignes de méthanisation.</p> <p>Ces éléments sont pour partie synthétisés dans l'analyse environnementale version J du 30</p>

octobre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite